Crise de l’eau en Nouvelle-Zélande

Partage international nº 380 – Avril 2020

Interview de Dr Mike Joy par Gunda Tente et Steven Robinson

Mô tâtou, â, mo kâ uri â muri ake nei (Pour nous et nos enfants après nous) (Proverbe maori)

Le Dr Mike Joy écologiste de l’eau douce, scientifique de l’environnement, éducateur et militant respecté en Nouvelle-Zélande, est reconnu pour son engagement contre le déclin de la qualité de l’eau douce et des écosystèmes dans son pays. Il est chercheur à l’Institut d’études sur la gouvernance et les politiques de l’université Victoria de Wellington. G. Tente et S. Robinson l’ont interviewé pour Partage international.

La Nouvelle-Zélande est confrontée à une crise de l’eau douce qui s’est développée au fil des décennies. Les ressources en eau du pays se sont détériorées dans des proportions alarmante sous l’effet des changements dans l’utilisation des terres et de l’eau dans l’agriculture, l’horticulture, la foresterie, le développement urbain et d’autres activités humaines, ainsi que du manque de réglementation, de surveillance et d’une application assez rigoureuse de la législation.

De nombreuses rivières sont impropres à la baignade, 74 % des poissons d’eau douce sont menacés d’extinction et 90 % des zones humides ont été drainées pour l’agriculture et la construction pavillonnaire. Au cours des deux dernières décennies, le nombre de vaches laitières en Nouvelle-Zélande a augmenté de 69 % (atteignant 6,5 millions de têtes) et dans certaines régions jusqu’à 500 %. La situation s’est aggravée avec le changement climatique et l’augmentation des sécheresses, qui réduisent les débits fluviaux et intensifient la pollution.

Malgré l’accumulation de données scientifiques depuis des années, de preuves et de rapports, ce n’est que maintenant que l’appel à l’action pourrait conduire aux changements nécessaires. Le gouvernement néo-zélandais est en train d’étudier les moyens pour améliorer la gestion de l’eau douce. En septembre 2019, le gouvernement a lancé un plan d’action, *Action pour des cours d’eau en bonne santé*, publié par le ministre de l’Environnement David Parker et le ministre de l’Agriculture Damien O’Connor. Ce plan entend *« arrêter la dégradation de nos rivières et de nos lacs, atteindre une amélioration notable en cinq ans et restaurer nos cours d’eau en une génération ».*

Le Dr Joy a été nommé membre du groupe consultatif sur l’eau douce qui a élaboré le plan d’action en étroite collaboration avec le gouvernement.

Partage international : *Pourriez-vous expliquer pourquoi vous avez décidé de devenir écologiste et spécialiste de l’environnement ?*
Mike Joy : Je suis allé à l’université à l’âge de 33 ans. J’avais été chauffeur de taxi, chauffeur de camion et producteur laitier. J’ai traversé le Pacifique et travaillé en Australie dans des élevages de moutons. En étudiant les eaux douces, les sciences de l’environnement et l’écologie (j’avais des conférenciers vraiment inspirants), j’ai commencé à réaliser la gravité de la situation et ce qui arrivait à la planète.
La situation s’est rapidement dégradée en quelques années, pendant que je poursuivais en maîtrise puis en doctorat sur l’eau douce. J’ai pu constater cette intensification massive de l’élevage (augmentation du nombre d’animaux pâturant par hectare, en ajoutant de l’irrigation et des engrais), et des changements dans l’urbanisation ayant un effet considérable sur les cours d’eau. C’est par indignation que je suis devenu un militant de l’environnement.

PI. *Selon vous, quels sont les changements les plus cruciaux pour résoudre la crise de l’eau douce en Nouvelle-Zélande ?*
MJ. Nous devons réduire l’intensité de l’agriculture. Nous nous sommes complètement lancés dans l’agriculture industrielle, très nocive pour l’environnement, en particulier les eaux douces. Nous pourrions faire de grands pas dans ce sens en réduisant drastiquement le nombre d’animaux d’élevage et en diversifiant les fermes vers un mélange de foresterie agricole et d’agriculture au sein de fermes beaucoup plus petites, afin de réparer les dégâts occasionnés ; en changeant complètement les systèmes agricoles de manière à ce qu’ils s’inspirent de la permaculture et de l’agriculture régénératrice[1], pour retirer de nos systèmes alimentaires tous les combustibles fossiles industriels et les engrais synthétiques à base de combustibles

fossiles. Nous devons le faire rapidement.

PI. *Quels sont les principaux polluants ?*
MJ. Les plus importants sont les nutriments, principalement les nitrates, et les sédiments, par une mauvaise gestion des terres, de l'agriculture et de la foresterie aux mauvais endroits. Retenir les sols sur place est d'une importance cruciale, tout comme prendre soin des sols et rétablir leur santé, retirer les animaux domestiques des parcelles afin de cesser de compacter les sols. Au départ, l'azote provient principalement d'engrais artificiel.
Fondamentalement, ce que nous faisons actuellement, c'est fabriquer du lait à partir de combustibles fossiles.

PI. *Pourriez-vous donner plus de détails sur les toxines ?*
MJ. Nous utilisons de l'azote dans les exploitations pour faire pousser l'herbe que mangent les vaches et la majeure partie de l'azote ressort dans l'urine. La région de Canterbury (sur l'île du Sud) en est un bon exemple. Dans les sols légers et perméables, l'urine, qui est principalement de l'azote, pénètre dans les nappes phréatiques. Celles-ci sont reliées aux rivières, donc l'azote et l'urine entrent dans les eaux souterraines. Presque tout le monde à Canterbury boit ces eaux. Les niveaux de nitrate ont augmenté au point où beaucoup, sinon la plupart des habitants des régions rurales de Canterbury ont un risque beaucoup plus élevé de cancer colorectal. Les résultats d'études montrent que les nitrates et le cancer sont liés. En Nouvelle-Zélande, nous avons les taux de cancer colorectal les plus élevés au monde, et les plus élevés en Nouvelle-Zélande se trouvent à Canterbury.
Un autre problème concerne les bactéries résistantes aux antibiotiques car de nombreux antibiotiques sont maintenant utilisés en agriculture d'élevage. Des souches résistantes aux antibiotiques se trouvent en grand nombre dans les cours d'eau à proximité des zones d'élevage intensif, ce qui a des effets collatéraux sur la santé humaine.
Compte tenu de la santé de l'écosystème, ces nitrates de la même manière qu'ils font croître l'herbe et les prairies – nourrissent également les algues dans les ruisseaux, les lacs, les estuaires et l'océan. Il en résulte une croissance excessive d'algues qui commence à provoquer des fluctuations des niveaux d'oxygène dans l'eau, qui peuvent entraîner, non des effets létaux toxiques de l'azote, mais des effets létaux secondaires car il n'y a plus assez d'oxygène pour permettre à la vie de respirer. C'est à ce moment-là que l'azote commence à avoir un impact sur l'environnement, et que la sédimentation s'emballe, remplissant tous les espaces entre les pierres et les rochers où vit la majeure partie des organismes. Ces espaces interstitiels, dans les ruisseaux, sont des habitats cruciaux, donc lorsque des sédiments fins remplissent ces espaces, l'habitat est perdu. Il y a donc à la fois des problèmes de santé humaine et de santé des écosystèmes. L'un ne va pas sans l'autre.

Faire en sorte que le gouvernement et les entreprises changent la donne

PI. *Comment amener le gouvernement et les entreprises vers une action responsable en matière de changement environnemental ?*
MJ. Les gouvernements ne feront que maximiser leurs chances d'être élus et les entreprises maximiseront leurs bénéfices jusqu'à ce que nous les arrêtions. Un exemple actuel : un chiffre souvent cité par ce gouvernement avance que 80 % des Néo-Zélandais pensent que l'eau douce est notre plus grand problème environnemental, alors celui-ci propose des changements majeurs pour la protection de l'eau douce. C'est ainsi que les gouvernements font la différence – mais seulement lorsque nous les obligeons à le faire.
C'est la même chose avec les entreprises. A l'heure actuelle, nous subventionnons les entreprises pour nuire à l'environnement. Comme par exemple ces fermes laitières : sur deux sites touristiques réputés en Nouvelle-Zélande, le lac Taupô et le lac Rotorua, les agriculteurs sont payés des millions de dollars par exploitation pour ne pas cultiver près de l'eau afin de protéger ces lacs. Mais ils ne paient pas pour les préjudices qu'ils causent à l'environnement. Cela a été laissé aux générations actuelles et futures. Maintenant, nous avons contaminé l'eau et nous devons trouver des sources d'eau alternatives pour des centaines de milliers de personnes.

PI. *A quelles actions avez-vous participé pour convaincre le gouvernement au niveau local, régional et national de changer ses méthodes ?*
MJ. Principalement en rendant tout aussi public que possible. En écrivant des articles scientifiques et d'opinion dans les journaux, les réseaux sociaux, tous les moyens possibles pour motiver le public. J'ai été un témoin expert de nombreux changements de plan concernant la qualité de l'eau et les demandes de dérogation pour polluer les rivières. Je fais partie de groupes de travail du ministère de l'Environnement concernant ces changements proposés et j'ai probablement rédigé près d'une centaine de rapports techniques pour des assemblées et le gouvernement sur la façon de mettre en œuvre les changements.

PI. *Quelles réalisations avez-vous constaté concernant l'amélioration des politiques environnementales du gouvernement ?*

MJ. Nous espérons une réussite – la promesse du ministre néo-zélandais de l'Environnement, David Parker, de faire quelque chose pour assainir l'eau douce dans ce pays. Il a mis en place tous ces groupes de travail dont j'ai fait partie. Nous lui avons maintenant donné nos conseils, il y a un processus de contributions, puis, espérons-le, au début de 2020, il va publier la nouvelle politique (déclaration de politique nationale pour la gestion de l'eau douce).

PI. *Quel rôle le pouvoir des peuples a-t-il joué et joue-t-il dans la réalisation de ces changements de politique environnementale ?*
MJ. Le pouvoir du peuple a été représenté par tout le travail de plaidoyer de personnes comme la militante pour l'eau propre Marnie Prickett et des organisations non gouvernementales telles que *Choose Clean Water* (Choisir l'eau propre, un groupe dirigé par des étudiants faisant campagne pour une politique forte en matière d'eau douce) et *Forest & Bird* (Forêt et oiseaux), mettant en évidence les problèmes de l'eau. Les gens ont clairement exprimé dans les sondages leur préoccupation pour l'eau douce. J'ai fait des centaines de conférences, animé des tables rondes, des émissions de télévision et de radio, des podcasts, pour accroître la compréhension du public et accroître la pression du public sur le gouvernement.

PI. *En examinant l'ensemble du changement climatique mondial, un rapport récent a déclaré qu'une réponse mondiale à l'échelle de la mobilisation d'urgence de la Seconde Guerre mondiale est nécessaire.*
MJ. Pour changer sérieusement, je suis d'accord que l'échelle et l'engagement devraient être du même ordre pour mettre fin aux préjudices que nous causons et nous concentrer sur la résolution des problèmes. Dans notre système économique actuel, chaque dollar de produit intérieur brut (PIB) est lié à l'énergie fossile, et bien sûr, les émissions, l'utilisation de combustibles fossiles et le PIB sont connectés. C'est juste une indication de l'extrême nécessité du changement pour que nous ayons l'espoir de survivre. Au moins 30 000 scientifiques ont signé le document *Avertissement à l'humanité* publié en 1992. Le changement climatique n'est qu'un symptôme des limites de la croissance. C'est formidable de voir des jeunes agir maintenant, mais nous tous, tous sur la planète, devons changer. La Terre Mère nous le fait savoir. Ce qu'il faut, c'est une inversion complète du système actuel.

1. « Les pratiques régénératrices sont essentiellement des méthodes améliorées de production biologique et de permaculture qui ne font appel ni aux pesticides, ni aux semences OGM, ni aux techniques de l'agriculture industrielle. Les pratiques régénératrices s'attachent à l'amélioration de la santé des sols, de la rétention d'eau et de la conservation des eaux de pluie ; elles font appel à la rotation des cultures et des pâturages, ainsi qu'à l'agroforesterie – l'objectif étant de séquestrer du carbone atmosphérique. » (Extrait de *Agriculture régénératrice, réduction de la pauvreté et inversion du flux migratoire,* par Ronnie Cummins, *PI,* décembre 2017)

Australie **Auteur** : Gunda Tente et Steven Robinson, collaborateurs de Share International basés en Nouvelle-Zélande.
Thématiques : environnement
Rubrique : Entretien ()